

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à la création d'une place de marché gaz unique en France en 2018

Réponses de GDFSUEZ SA

Date : 21/03/2014

Vous trouverez ci-après la réponse de GDF SUEZ à la consultation de la CRE. De manière liminaire, GDF SUEZ tient à faire les remarques suivantes :

- La situation en zone sud est liée aux tensions sur le marché du GNL. La situation de dépendance GNL propre à la zone sud française et à l'Espagne doit être résolue par la fusion physique prévue à l'horizon 2018. Cette fusion représente un coût significatif, notamment dans un contexte d'érosion de la demande, et devra être gérée au plus juste.
- La mise aux enchères des capacités, suite à la décision de la CRE, a réduit considérablement le coût pour les gazo-intensifs par rapport au prix de marché spot. Ces derniers ont pu couvrir leur besoin avec un surcoût extrêmement limité (3% par rapport au PEG Nord transporté au tarif régulé).

Gazo-Intensifs	tarif régulé	% volumes	prix enchères	% volumes	redistribution	Coût moyen
GY14	0,57	53%	3,54	47%	1,13	1,44
GY15	0,57	53%	2,97	47%	0,91	1,27
GY16	0,57	53%	2,40	47%	0,69	1,10
GY17	0,57	53%	1,81	47%	0,47	0,93

Le % de volumes obtenus au tarif régulé a été estimé sur la base des demandes et allocations en ferme et interruptibles de la phase 1.

- Ce niveau de coût ne peut justifier des mécanismes complémentaires payés par les autres consommateurs. GDF SUEZ considère donc que les mesures proposées perturbent le marché et sont excessivement coûteuses pour le bénéfice apporté.
- GDF SUEZ considère que les mesures qui pourraient être mises en œuvre devraient respecter les principes suivants :
 - les mesures doivent être transparentes, non discriminatoires et ne pas distordre le fonctionnement des marchés ;
 - elles doivent viser un optimum coût / bénéfice et être pris en charge par les clients via les tarifs de sortie ;
 - elles doivent limiter le transfert de valeur des consommateurs français vers les acteurs Espagnols ;
 - enfin, elles doivent pouvoir s'adapter aux éventuels retournements de marchés.

- Si néanmoins une solution temporaire devait être adoptée, GDF SUEZ propose en §7 un mécanisme incitatif perturbant moins les équilibres de marché que des mécanismes basés sur des obligations ou sur des appels d'offres.

Q 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne la méthodologie retenue dans l'étude Pöry ?

Aucune des méthodologies proposées par Pöry n'est satisfaisante.

La méthode 1 aboutit à des résultats difficilement compréhensibles et contre-intuitifs, reposant pour l'essentiel sur des primes de volatilité et de liquidité très supérieures aux spreads eux-mêmes, de surcroît constantes sur 20 ans. La méthode 2, fondée sur le même modèle, rajoute l'hypothèse que le prix de marché ne s'applique qu'à une partie des volumes, sans mise en cohérence des autres paramètres.

En conclusion, l'étude Pöry ne permet pas d'identifier sérieusement les bénéfices associés à la fusion des zones au regard des coûts induits pour les clients.

Q 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöry au niveau de la France ?

GDF SUEZ considère que les résultats de l'étude Pöry ne sont pas probants. Par contre, il est évident que si les spreads observés en début d'hiver 2013/2014 devaient perdurer, l'alimentation de la zone Sud par du gaz de l'Europe du Nord Ouest pourrait justifier un investissement.

Il conviendra cependant d'être particulièrement attentif à toutes les opportunités permettant de réduire le coût de l'investissement proposé. En particulier, la solution retenue ne nécessite pas la réalisation d'Eridan qui constitue un investissement inutile.

Q 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats de l'étude Pöry au niveau de l'Europe ?

L'investissement envisagé permettra à l'Espagne d'importer à hauteur des capacités de la liaison France → Espagne du gaz à prix PEG Nord, pouvant se substituer à du GNL. L'Espagne sera donc possiblement bénéficiaire de l'investissement. GDF SUEZ partage donc l'analyse de la CRE justifiant la répartition des coûts entre la France et l'Espagne.

Q 4 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

GDF SUEZ souhaite que soient examinées toutes les possibilités de réduction des coûts associés à cet investissement et que l'abandon d'Eridan soit acté.

Q 5 : Etes-vous favorable à la fusion anticipée des zones Nord et Sud avant la mise en service des investissements de décongestion ?

Comme indiqué par la CRE, le différentiel de prix entre les marchés PEG Nord et PEG Sud reflète les fondamentaux liés au marché mondial du gaz et aux contraintes du réseau français. L'objectif n'est pas de réduire artificiellement ce différentiel mais de réduire l'impact des tensions du marché GNL sur les consommateurs de la zone Sud.

Les clients gazo-intensifs, suite aux mécanismes introduits par la CRE (premier tour d'allocation, redistribution du revenu des enchères), ont pu s'approvisionner sans risque

- à PEG Nord + 1,44 €/MWh, soit 0,87 €/MWh de plus que le prix régulé de la liaison Nord Sud, pour GY 2014,
- à PEG Nord + 1,27 €/MWh, soit 0,70 €/MWh de plus que le prix régulé de la liaison Nord Sud pour GY 2015.

Ces différentiels restent limités (surtout de 3% par rapport au PEG Nord transporté au tarif régulé), et ne sauraient justifier des mécanismes au coût important pour les autres clients français.

Par ailleurs, GDF SUEZ partage l'estimation de la CRE du coût potentiel excessivement élevé d'une fusion contractuelle anticipée. De plus, quelle que soit la solution retenue, les risques opérationnels et juridiques associés sont considérables (cf. question 6).

GDF Suez n'est donc pas favorable à une fusion contractuelle anticipée des zones Nord et Sud.

Q 6 : Selon vous, une telle fusion doit-elle être fondée uniquement sur des achats de gaz dans le sud par les GRT ou doit-elle s'appuyer sur des obligations de flux de GNL ? Dans ce dernier cas, quel type d'obligation préconisez-vous ?

GDF SUEZ n'est pas favorable à une fusion contractuelle compte tenu de son coût élevé et son impact sur le fonctionnement des marchés. L'analyse des options proposées par la CRE le confirme :

1. Mettre en place des appels d'offres lancé par les GRT pour acheter du gaz dans le Sud se aurait un coût très important. L'appel d'offres devrait en effet porter sur l'intégralité des volumes et compte tenu des volumes en jeu et de la liquidité du marché GNL, un tel appel serait en outre très difficile à organiser avec des risques sur les prix in fine et des difficultés opérationnelles compte tenu du fonctionnement des chaînes GNL.
2. Mettre en place une obligation d'apport de GNL fonction du portefeuille aval pourrait constituer une mesure équitable mais semble difficile à mettre en œuvre effectivement, surtout dans des délais rapprochés.
3. Une obligation d'amener du GNL en fonction de ses réservations de slots à Fos apparaît disproportionnée et certainement discriminatoire. En l'absence de compensation équitable supportée par les autres commercialisateurs, elle conduirait en fait à subventionner nos concurrents.

Q 7 : Etes-vous favorable à la commercialisation par GRTgaz de capacité Nord vers Sud supplémentaires jusqu'en 2018, sur la base d'outils contractuels ? Etes-vous favorable au mécanisme envisagé par la CRE ? Si non, quels seraient selon vous les outils les plus adéquats ?

Compte tenu des enchères récentes, GDF SUEZ estime que le coût des mesures transitoires envisagées ne peut justifier des mécanismes complémentaire payés par les autres consommateurs. Néanmoins, si la CRE envisageait de proposer la mise en place de mesures transitoires, il nous semble que le schéma suivants pourraient être envisagé :

- Mise en œuvre de tarifs négatifs d'injection au PITTM, proportionnels aux volumes émis,
- Le cas échéant au-delà d'un seuil minimal de livraison exprimé en pourcentage des emplois en zone Grand Sud (consommation et sorties vers l'Espagne).

Ce mécanisme présente les avantages suivants :

- il est incitatif et simple à ajuster ;
- il ne perturbe pas (trop) le fonctionnement des marchés ;
- il est transparent et non discriminatoire ;
- il ne cible qu'une partie des volumes GNL ce qui réduit son coût et limite la rente pour les acteurs espagnols ;
- il ne génère pas de risques opérationnels pour les GRT ;
- il peut être mis en œuvre sans délai.

Le coût de ce mécanisme devrait être pris en charge par les clients via les tarifs de sortie.

En outre dans la mesure où il reste des capacités importantes à la vente à Fos Cavaou (auprès d'Elengy, de GDF SUEZ et probablement des autres shippers), en tout cas supérieurs à 20 TWh/an, ce mécanisme est accessible à tous ceux qui souhaiteraient y participer, y compris nouvel entrant.

Q 8 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre des outils envisagés par la CRE pour éviter l'apparition de la congestion sud-est ?

La problématique des congestions internes aux zones d'équilibrage est du ressort des gestionnaires de réseaux de transport concernés. Il appartient aux GRT d'utiliser l'ensemble des outils envisageables (investissement, réservation de stockage, appels d'offres...) pour en minimiser le coût pour le réseau et ses utilisateurs. En toute hypothèse, les expéditeurs ne devraient pas être pénalisés par ces questions internes aux réseaux.

Q 9 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

Compte tenu des enchères récentes, GDF SUEZ estime que le coût des mesures transitoires envisagées ne peut justifier des mécanismes complémentaires payés par les autres consommateurs.

Q 10 : Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

Aucune autre remarque.